

Comprendre la responsabilité juridique dans le secteur social et médico-social

CONTEXTE

La responsabilité juridique au sein du secteur SMS est une préoccupation récurrente pour les professionnels qui travaillent avec des personnes en situation de vulnérabilité.

Au niveau pénal, nombreuses sont les infractions susceptibles d'être retenues, qu'il s'agisse des abus de fonction, des actes de maltraitance, des manquements aux obligations de signalement, ou encore de mise en danger d'autrui. Au niveau civil, le renforcement des droits des personnes vulnérables va de pair avec d'éventuelles sanctions en cas de non-respect.

Mais la prise de risque est inhérente à tout acte d'accompagnement et le droit ne doit pas paralyser l'action des équipes.

Le CREAI propose une formation pour comprendre l'esprit des lois et leurs contenus, afin de mieux appréhender les marges de manœuvre des professionnels, d'évaluer les risques et de favoriser l'autonomie des personnes accompagnées.



ORGANISATION

→ **Durée : 1 à 2 jour(s)**

→ **Formation en intra**

→ **Taille du groupe :** entre 8 et 15 personnes

→ **Intervenante :** Dominique DUBOIS

→ **Tarifs 2025 : 1 080 € à 1 520 € / jour en intra**
(conditions tarifaires page 11)

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- > Connaître les règles juridiques en matière de responsabilité s'appliquant dans le secteur social et médico-social
- > Développer la vigilance des professionnels sur les situations quotidiennes susceptibles d'engager leur responsabilité
- > Réfléchir sur l'articulation entre application de la loi, pratiques professionnelles et éthique

CONTENU

- > Le cadre général des responsabilités pénale, civile et administrative
- > L'application de la responsabilité dans le secteur social et médico-social

PUBLICS DESTINATAIRES ET PRÉREQUIS

Professionnels accompagnant des personnes en situation de vulnérabilité (personnels socio-éducatifs, d'encadrement, médicaux, etc.) et administrateurs.

Il n'y a pas de prérequis spécifique pour participer à cette formation.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES (cf. p. 9)

- > Appui sur des supports juridiques
- > Études de situation
- > Échanges avec les participants à partir de cas de leurs expériences professionnelles
- > Appui sur des méthodes ludo-pédagogiques dont quizz et murs parlants

Ces différentes modalités contribuent à évaluer le positionnement des stagiaires à l'entrée en formation et l'atteinte des objectifs de la formation.